

Michel Pablo

L'école marxiste yougoslave

Juin 1966

Source : *Sous le drapeau du socialisme*, organe de la Tendance marxiste-révolutionnaire de la 4^e Internationale, n^os 28, 29 & 30, avril, mai & juin 1966.

L'école marxiste yougoslave

Il existe actuellement une école marxiste yougoslave, qui élabore théoriquement en interaction avec la pratique de l'édification du socialisme en Yougoslavie. Cette école s'est développée historiquement à partir de la rupture de la Yougoslavie avec Staline et le stalinisme en 1948.

Les éléments de cette école se sont élaborés en partie empiriquement à travers les recherches, les problèmes, l'expérience propres à l'édification du socialisme en Yougoslavie.

Mais précisément parce qu'il s'agit d'une élaboration théorique en interaction avec une pratique concrète, la valeur de l'école marxiste yougoslave dépasse de loin la réalité yougoslave et se rattache au développement créateur universel du marxisme.

L'école yougoslave ne peut et ne prétend pas pouvoir donner une théorie cohérente, d'application universelle, de l'édification du socialisme dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Mais tout en étant nécessairement limitée, incomplète, sujette à révision sur tel ou tel point, cette théorie de l'école marxiste yougoslave, globalement jugée, est hautement positive car elle a mis en marche sur toute une série de questions très importantes, l'esprit critique, créateur, du marxisme authentique.

L'époque historique de transition du capitalisme au socialisme verra toute sorte d'expériences, de recherches, de « modèles », avant que ne se dégage une théorie plus cohérente concernant le contenu concret, économique, politique, culturel, le fonctionnement, la dynamique, de la société socialiste.

Dans cette voie, nous avançons toujours en tâtonnant, empiriquement, guidés par quelques lignes théoriques générales, et nous nous efforçons de dégager la théorie de l'époque de transition et des formes inférieures du socialisme auxquelles nous assistons, en partant de la pratique actuelle.

L'école marxiste yougoslave, en abandonnant le dogmatisme bureaucratique stalinien s'est mise à chercher, avec une liberté critique considérable, des voies nouvelles pour l'édification du socialisme dans un pays comme la Yougoslavie.

Il y a toute une étude à faire pour saisir le processus de la formation historique de l'école marxiste yougoslave, et définir sa méthode et son acquis. Empressons-nous de dire pour le moment qu'à

notre avis les principales réalisations à l'heure actuelle de cette école concernent l'effort de dégager la théorie du fonctionnement global d'une société de transition basée sur l'autogestion et de faire fonctionner pratiquement une telle société dans les conditions historiques concrètes actuelles. L'autogestion est considérée comme un rapport de production distinct de la propriété étatique, dont il faut partir pour modeler l'ensemble de l'économie.

Mais l'autogestion est d'autre part plus qu'un simple rapport économique, elle est un rapport social général, économique, politique, culturel, qui modèlera l'ensemble de la vie sociale.

En tant que rapport de production de base, l'autogestion fonctionne dans des conditions nationales et internationales, caractérisées par la persistance du marché et de l'économie monétaire, donc par la persistance de la loi de la valeur.

Par conséquent, la planification sociale nécessaire doit se concevoir en partant des rapports de production de base caractérisés par l'autogestion et de la persistance de l'économie monétaire et marchande.

Il s'agit donc d'élaborer littéralement une nouvelle économie qualitativement distincte de celle basée sur la propriété étatique et la direction exclusivement étatique, centralisée, de l'économie. L'école marxiste yougoslave, qui élabore en partant de la pratique yougoslave, est engagée dans cette voie. Les critiques superficiels ou mal intentionnés de l'expérience yougoslave s'emparent des difficultés, des faiblesses, des crises qui jalonnent nécessairement cette expérience faite dans un seul pays, économiquement et culturellement encore relativement faible, composé de plusieurs nationalités, et sur lequel s'exerce la pression du marché mondial. .

Dans ces conditions, l'équilibre économique est fréquemment rompu, mais pour se rétablir sur une base supérieure, marquée par un taux moyen de croissance parmi les plus élevés du monde.

Dans les conditions actuelles le combat de la Yougoslavie pour jeter les bases d'une société fondée sur l'autogestion démocratique de l'ensemble de la vie sociale, il ne saurait être question d'un développement parfaitement harmonieux et équilibré, impossible pour n'importe quel pays et sans intégration dans un secteur socialiste analogue, dominant le marché mondial. Or, nous sommes encore loin de d'un tel secteur.

En Yougoslavie, les difficultés, les faiblesses, les déséquilibres sont plus visibles qu'ailleurs parce que le régime est en mesure de les discuter librement, et parce qu'il est franchement contre une économie autarcique, basée sur la propriété étatique et la direction centraliste, bureaucratique de celle-ci, qui manipulerait arbitrairement la loi de la valeur et éviterait les comparaisons internationales. On peut discuter sur le temps nécessaire dans chaque cas pour parvenir à une économie, qui puisse affronter le marché mondial.

De ce point de vue on peut douter par exemple que l'économie yougoslave soit parvenue à un niveau lui permettant de se libéraliser sans dangers graves, de la manière envisagée actuellement par la «réforme» en train d'être appliquée.

Mais on ne peut pas considérer comme un « idéal » d'économie socialiste, une économie autarcique, qui manipule arbitrairement la loi de la valeur.

Dans le cadre d'un marché mondial encore largement capitaliste et caractérisé par un nouvel et assez inattendu essor des forces productives, les véritables progrès de toute économie nationale se mesurent en définitive par rapport aux niveaux internationaux, du point de vue coût de production, qualité de production, productivité.

Le dilemme devant lequel se trouve placée l'économie nationale des États ouvriers est soit de continuer à se développer en régime autarcique, et en manipulant à travers le plan rigide, autoritaire, arbitrairement, la loi de la valeur, soit d'affronter cette loi qui domine toujours le marché mondial.

Dans le premier cas, l'économie peut se développer durant sa phase extensive, au prix d'un gaspillage considérable de travail humain, et sans moyen de véritable contrôle de son efficacité économique.

Dans le second cas, le risque est grand de la voir envahie par les forces capitalistes supérieures. Mais, tôt ou tard, il faut bien passer ce test, tout en prenant les précautions nécessaires afin d'amortir le choc d'une certaine intégration dans le marché mondial.

La Yougoslavie considère qu'après une phase extensive de son économie, elle a atteint, au moins pour toute une série de branches de celle-ci, la phase intensive, qui l'oblige et lui permet à la fois de s'intégrer à ce que les dirigeants yougoslaves appellent « la division internationale du travail ». Ceci constitue déjà un aspect de ladite « réforme » décidée fin juillet 1965 par l'assemblée fédérale. Mais, en réalité, la « réforme » dont on parle tant actuellement en Yougoslavie n'est pas seulement « économique » mais embrasse tous les secteurs de la vie économique et sociale du pays.

Elle représente un effort, pour réajuster l'ensemble du système, à la suite des progrès réalisés et des problèmes surgis à travers le développement du pays.

Les progrès

Il est connu que la Yougoslavie se range parmi les pays qui ont enregistré le développement économique le plus rapide dans la période d'après-guerre. Selon les annuaires statistiques des Nations Unies, la Yougoslavie, entre 1952 et 1962¹, occupait la deuxième place dans le monde, avec un taux moyen d'accroissement du revenu par habitant de 7,6 %, la troisième avec un taux d'accroissement de la production agricole de 3,69 %, et la troisième également en ce qui concerne l'augmentation de la production industrielle (12,10 %). En 1963, cette dernière a augmenté de 10 % et en 1964 de 17 %. Le revenu national par habitant qui était de l'ordre de 140 dollars la veille de la guerre (calculé selon le pouvoir d'achat actuel du dollar) dépassait 500 dollars en 1964.

Durant les dix dernières années, le volume du commerce extérieur a triplé, les produits industriels constituent près de 76 % des exportations globales yougoslaves².

25 000 étudiants sortent chaque année des universités et hautes écoles yougoslaves. Il est donc justifié de conclure que « dans l'ensemble » la Yougoslavie se trouve aujourd'hui « sous le rapport du développement économique, du degré d'industrialisation, quelque part au niveau des pays industriels développés d'avant la seconde guerre mondiale »³.

Et les problèmes

Dans son rapport au VIII^e Congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qui s'est tenu en décembre 1964, E. Kardelj a distingué deux groupes de problèmes surgis du développement même du pays : « le premier groupe de problèmes concerne ce que nous appelons les difficultés et les disparités structurelles que nous rencontrons dans notre développement économique »⁴.

Énumérons rapidement les principaux de ces problèmes :

a) Nécessité d'accroître la part de la consommation individuelle dans la répartition globale du produit social. La structure de la production, des investissements, des importations, des services sociaux, doit s'adapter à cette nécessité et orienter la planification sociale à long terme du pays. Le retard relatif (par rapport à la demande et aux besoins accrus, enregistrée dans la production de denrées alimentaires, de construction de logements, de prestations de services, des transports et des activités tertiaires (commerce, industrie hôtelière, tourisme, artisanat, etc.) doit prendre fin.

b) Nécessité de diminuer sinon d'éliminer complètement les disparités surgies dans le domaine industriel. Ces dernières années surtout la production de l'industrie de transformation augmente bien plus rapidement que celle de l'énergie et des matières premières.

« Le second problème », ajoute E. Kardelj⁵, « concerne la nécessité de dépasser l'activité économique extensive. »

1 Le taux de croissance du revenu national de l'ensemble de l'économie yougoslave dans la période 1947-1963 était de l'ordre de 7 % alors qu'il était d'environ 2 % entre les deux guerres.

2 48 % des exportations yougoslaves sont des produits industriels finis hautement œuvrés (contre 5 % avant la guerre)

3 « Les tâches actuelles dans le développement du système économique, etc... », de Mijalko Todorovic.

4 Documents du congrès parus en français sous le titre « la pratique et la théorie de l'édification du socialisme en Yougoslavie » (Medunarodna Politika, Beograd, 1965).

5 Ibidem.

Ces problèmes se manifestent dans le développement de l'industrie, dans la politique d'investissements, dans l'inclusion dans la division internationale du travail, dans la politique de l'emploi, etc. Le processus de modernisation de la production industrielle yougoslave n'en est encore « qu'à sa phase initiale ». Dans de nombreux cas il existe encore une production non spécialisée, non rentable et onéreuse. Il n'y a pas encore entre les usines assez de coordination et une division du travail suffisamment rationnelle.

Par ailleurs, pour de nombreuses branches industrielles, le marché national est devenu d'ores et déjà trop étroit.

Le déficit de la balance des paiements qui dépend, en partie, de l'augmentation des exportations, pèse sur le développement économique général du pays, et exige un effort, accru en direction de l'augmentation de la productivité du travail, par la modernisation incessante de l'appareil productif. En matière de politique d'investissement une réorientation complète de la façon de procéder s'avère désormais nécessaire. Malgré l'existence de l'autogestion, les investissements, financés par l'enlèvement de la quasi-totalité des ressources des entreprises, ne concernaient que les instances politiques, sans droit pratique pour les collectifs du travail de co-décider la répartition rationnelle, productive, rentable, des ressources accumulées.

« Le développement de la reproduction élargie », a dit ce propos Tito, dans son rapport au VIII^e congrès de la LCY, « ne pourra être efficace que si les collectifs du travail disposent des ressources matérielles nécessaires, comme la Constitution leur en donne droit.... Ce sont les collectifs du travail qui peuvent juger le mieux de la rentabilité ou de la non rentabilité de la construction de nouvelles entreprises dans lesquelles on investit souvent des ressources considérables au détriment du niveau de vie des producteurs et de toute la communauté. Personne ne peut plus désormais contester le fait que pendant de longues années nous avons mis en coupe réglée l'industrie existante en prélevant mettre ses fonds d'amortissement. Ce faisant, nous avons empêché cette industrie de se renouveler, et nous avons consacré parfois les ressources ainsi accumulées à des investissements non rentables. Nous devons renoncer à bâtir divers édifices en marge de l'économie, à édifier des usines non rentables, et à construire des fabriques identiques à celles que nous possédons déjà (au lieu d'agrandir les capacités existantes et de développer la coopération qui requiert des ressources bien moins importantes)... Les producteurs de notre société socialiste doivent pouvoir se prononcer sur cette question. »

Les nouveaux objectifs

C'est en partant de telles constatations et considérations, que les Yougoslaves envisagent comme possible d'atteindre d'ici 1970 les objectifs économiques suivants :

Taux de croissance moyen du revenu national, de 8 à 10% ; taux de croissance moyen du revenu de l'industrie de 9 à 11% ; taux moyen de croissance du revenu de l'agriculture, 5% (14 à 16% dans le secteur socialisé de l'agriculture).

Pendant cette période à venir (d'ici 1970) « des modifications très importantes doivent être apportées à la répartition primaire du revenu national et du produit social... On peut escompter que, par rapport à 1963, le revenu national sera augmenté en 1970 de 75 à 90% ou qu'il passera des 220 000 dinars actuels à 350 ou 400 000 par habitant, d'après la valeur relative du dinar en 1963... On prévoit que la consommation personnelle globale des travailleurs de l'économie socialisée augmentera au taux annuel de 11 à 12%, et l'équipement social au taux de 9 à 11%... On peut envisager réellement qu'en 1970 il y aura un récepteur radio pour 3 ou 4 habitants (contre 8 actuellement), un téléviseur pour environ 8 habitants (contre 40), un réfrigérateur pour 10 (contre 40), une automobile pour environ 50 (contre 140), etc. ... la superficie habitable par personne passerait de 9,4 m² en 1963 à environ 11,5 m² en 1970. Les crédits globaux qui doivent être affectés à l'éducation et la santé publique auront plus que doublé. En 1970, il doit y avoir un médecin pour 977

habitants contre 1 médecin pour 1 350 habitants en 1963, et le nombre des lits d'hôpital serait de 6,6 contre 5,3 pour 1 000 habitants.»⁶

La dite « réforme » décidée en juillet 1965 s'inscrit en tant qu'étape préparatoire en vue de réaliser ces prévisions économiques.

Ses principales dispositions, qui sont déjà entrées en application, prévoyaient : la modification de la parité du Dinar, le portant de 750 à 1 250 pour un dollar USA ; tous les prix pratiqués sur le marché intérieur seraient adaptés au nouveau cours du Dinar ; des nouveaux taux douaniers ; des nouveaux taux appliqués à l'impôt sur le chiffre d'affaires qui ne sera plus calculé et imputé à l'échelon de la production, mais à celui de la vente des produits finis ; l'impôt sur le revenu des entreprises serait supprimé et la contribution que ces entreprises paient au titre d'intérêts sur la valeur du capital social serait réduite de 6 % à 4 % ; une réduction serait également effectuée sur les pourcentages des contributions que les personnes employées paient par prélèvement sur le montant de leurs gains bruts ; des nouveaux prix concernant l'énergie et les matières premières ; enfin, des modifications importantes à la politique monétaire et au système du crédit.

Dans l'espace des quelques mois qui se sont écoulés depuis l'application de la « réforme », des « résultats encourageants » ont été réalisés ; l'inflation fut stoppée ; le déficit de la balance des paiements avec l'étranger fut éliminé⁷ ; la production industrielle a augmenté en 1965 de 8 % ; le développement de l'agriculture, de l'énergétique et de la production des matières premières, qui, du fait de leurs bas prix (antérieurs à la réforme) accusaient un retard par rapport à l'industrie de transformation, a connu une nouvelle impulsion ; en outre, la nouvelle façon décidée de répartir le revenu national entre l'État et les entreprises économiques autonomes, l'avantage de ces dernières, « a renforcé la base matérielle de l'autogestion dans ces entreprises, car elles versent actuellement des contributions bien moins importantes en faveur du budget de la Fédération, des républiques et des communes, et gardent davantage pour en disposer librement »⁸ (pour leur autofinancement et l'augmentation du bien-être de leurs travailleurs).

Les décisions prises par le comité central de la LCY dont la réunion s'est terminée en mars 1966, explicitent davantage la « réforme » et consolident les droits des collectifs de travail, dans le cadre de la planification sociale du pays.

Nous examinerons dans la suite de cet article le sens de ces nouvelles dispositions en analysant de plus près l'évolution de la pensée yougoslave concernant l'orientation que les dirigeants yougoslaves envisagent de donner « aux rapports socio-économiques » basés sur l'autogestion, le marché, le plan, afin « d'assurer », comme le dit encore E. Kardelj, « un développement plus harmonieux et plus général des forces matérielles de notre société » et affirmer davantage « l'autogestion des travailleurs en tant que producteurs et gestionnaires » de l'ensemble de la vie sociale du pays.

6 E. Kardelj, dans son rapport au VIII^e Congrès de la LCY.

7 Selon le secrétaire fédéral yougoslave aux finances, Kiro Gliogorov, pour la première fois depuis la guerre, la Yougoslavie a réussi en 1965 à équilibrer sa balance des paiements avec l'étranger et même à réaliser un excédent de l'ordre de 8 millions de dollars.

8 Exposé de Veljko Vlahovic, à la télévision yougoslave (janvier 1966).

Autogestion, marché, plan

Un nombre de plus en plus grand d'économistes et théoriciens du marxisme « officiel », qui, pendant toute une période, avaient loué quasi inconditionnellement le « modèle » économique stalinien en vigueur en URSS et dans d'autres États ouvriers, sont actuellement en train de « découvrir » les défauts de la « planification administrative » ou exclusivement centraliste, « technique », qui manipule arbitrairement la loi de la valeur.

Et, fait plus important encore, nombre d'États ouvriers, en commençant par l'URSS, sont en train d'introduire des « réformes » qui essaient de tenir compte de ce qu'on peut appeler les réalités économique-sociales de la période historique de transition.

On commence en effet à admettre qu'il s'agit tout d'abord de toute une « période historique » pour que se réalise la transition du capitalisme au socialisme et au communisme, et que pour le moment tous les États ouvriers, URSS comprise, sont à des degrés divers des États préparatoires au socialisme, phase inférieure du communisme.

On accepte d'autre part, plus ou moins clairement, l'idée que pendant cette phase et pour une longue période encore les « catégories marchandes » subsistent, y compris au sein du « secteur socialiste » de l'économie des États ouvriers et que, dans ces conditions, la « planification » nécessaire ne saurait être rigide, « parfaite », mais au contraire « souple », conditionnée par le niveau atteint des forces productives et subordonnée au développement rapide de ces forces et à la satisfaction réelle des besoins sociaux démocratiquement exprimés.

Les « catégories marchandes » subsistent parce que, entre autres, il est encore impossible — vu le faible développement des forces productives — de planifier centralement la production, la répartition, la consommation et de calculer en temps de travail socialement nécessaire et non pas en prix, tout en tenant compte pour ce calcul non seulement de l'utilité sociale des différents produits dans le cadre d'une économie « socialiste », autarcique, mais aussi de l'existence du marché mondial. Ce dernier élément, des économistes marxistes, « officiels » ou non, ont une fâcheuse tendance à l'oublier. Or il pèse de plus en plus sur l'économie des États ouvriers, le secteur des États capitalistes avancés représentant actuellement le secteur le plus productif de l'ensemble de l'économie mondiale.

C'est lui, par conséquent, qui détermine sur le marché mondial la formation des prix de nombre de produits essentiels, la productivité de sa production étant à la base de ce qui peut être considéré, dans les conditions techniques actuelles, le temps socialement nécessaire pour ces productions. Or, nulle part le régime socialiste ne peut être considéré comme ayant gagné la partie contre le capitalisme, avant d'être en mesure de produire mieux, plus vite et moins cher que le capitalisme. Le nouveau développement organique des forces productives dans les pays capitalistes avancés enregistré depuis la guerre soumet les États ouvriers à une pression accrue et exige de leur part une reconsidération radicale de leur « modèle » économique. Mais dans le cas d'un État ouvrier, toute réforme radicale dans ce domaine n'est pas une question exclusivement « économique » mais économique-sociale.

C'est ce qu'ont compris déjà depuis longtemps les Yougoslaves en essayant d'assurer la supériorité de leur régime, y compris dans le domaine économique, par le fonctionnement de plus en plus conséquent du système économique-social de l'autogestion totale.

« Si nous avons opté pour l'autogestion sociale, c'est parce que nous voulions ouvrir les voies à une nouvelle logique du développement social, différente de celle qui émane de la gestion administrative et technique de l'économie. Nous tendons à ouvrir la voie la logique qui, sur la base de la propriété sociale des moyens de production — c'est-à-dire un stade supérieur de révolution historique — reliera nouveau le travailleur aux conditions, aux moyens et aux fruits de son travail et fera de ce rapport économique et de cette position de l'homme, la principale force motrice du progrès social. De la sorte, l'autogestion devient non seulement la forme dominante et l'animatrice des rapports économiques socialistes dans notre pays et le point de départ de la CENTRALISATION

DEMOCRATIQUE de toute une série de fonctions économiques qui ne peuvent être exercées que de manière CENTRALISEE, mais aussi le facteur qui détermine les FORMES DE TOUT LE SYSTEME POLITIQUE DEMOCRATIQUE. LES CHOSES ETANT CE QU'ELLES SONT, NOTRE TACHE PRINCIPALE CONSISTE DESORMAIS A ADAPTER JUSQU'AU BOUT TOUT NOTRE SYSTEME ECONOMIQUE ET POLITIQUE AU SYSTEME D'AUTOGESTION »⁹ (souligné par nous).

Les dirigeants yougoslaves sont parfaitement conscients des problèmes multiples que pose l'édification d'un tel système.

Parmi ces problèmes, un des plus importants est celui du rôle de l'État dans la vie économique et de la conception de la planification sociale nécessaire dans le cadre d'un régime basé sur l'autogestion. Il est absurde d'accuser les dirigeants yougoslaves de vouloir aboutir à une décentralisation économique et sociale complète entre unités économiques et sociales complètement indépendantes et concurrentielles, qui se disputant entre elles le marché national et international.

Dans un pareil cas, vu le faible développement des forces productives, relatif et absolu, de la Yougoslavie par rapport à la productivité accrue du secteur capitaliste de l'économie mondiale, il y aurait vite un danger certain d'assister à la « recapitalisation » de l'économie. Or, quand on parle de l'expérience yougoslave, aussi hasardeuses que puissent paraître certaines audaces libérales du régime (comme celles en cours avec le développement de la « réforme »), il ne faut jamais oublier que la propriété du secteur autogéré reste « sociale », inaliénable, et que l'État, défenseur de la propriété sociale, tout en « dépérissant », intervient toujours de manière décisive afin d'assurer le développement plus rapide, substantiel et équilibré, du secteur social, et non privé, de l'économie nationale.

« L'État socialiste demeure un facteur et un appui indispensable et très important pour les rapports économiques socialistes. Mais dans les conditions de l'autogestion sociale socialiste, la contrainte dans les rapports et l'activité économiques ne donnera de résultats positifs que lorsqu'elle sera ,un appui pour les travailleurs associés, dans leur activité et dans les intérêts qui en émanent, tels que, par exemple: LA GESTION PLANIFIEE DE L'ECONOMIE, L'UNITE DU SYSTEME, LA SAUVEGARDE DE L'EGALITE DES CONDITIONS ET DES DROITS DU TRAVAIL, LES MESURES REGULATRICES DESTINEES A ASSURER L'APPLICATION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DEFINIE PAR LE PLAN, LES MESURES DE CONTROLE ET D'ORIENTATION DU MARCHE, etc. »¹⁰ (souligné par nous).

Les dirigeants yougoslaves considèrent à juste titre erronée l'idée « que les rapports économiques fondés sur la contrainte » comme dans le cas de la planification rigide, administrative, technique, exclusivement centraliste « constituent le véritable socialisme ».

Ils critiquent les dirigeants chinois non pas à cause de la grande concentration des forces économiques et politiques aux mains de l'État qu'ils jugent indispensable pour tout un temps afin de créer les conditions élémentaires du progrès économique, dans le cas plus particulier d'un pays sous-développé — mais parce que les Chinois essaient « de perpétuer certaines formes et méthodes sociales — qui sont une nécessité des conditions chinoises actuelles et, comme telles, sont essentiellement transitoires et hypothéquées par de nombreuses survivances de rapports sociaux historiquement dépassés »¹¹.

Les dirigeants chinois commettent d'autre part « une erreur encore plus lourde en jugeant à travers elles la nature des rapports sociaux dans les autres pays et en essayant même de les imposer aux autres comme un idéal du socialisme. En outre, ces tendances les empêchent eux-mêmes de trouver des voies plus appropriées dans la lutte pour le développement économique et socialiste de la Chine »¹².

Le rôle de l'État, tel que le conçoivent les Yougoslaves dans le système économique-social de l'autogestion, est explicité dans le domaine de la planification sociale.

9 E. Kardelj dans son rapport au VIII^e Congrès de la LCY.

10 Ibid.

11 Ibid.

12 Ibid.

Les dirigeants yougoslaves admettent sans difficulté que la conception du rôle et du caractère de la planification dans les conditions de l'autogestion sociale, n'est pas parfaitement élucidée pour tout le monde.

L'harmonisation de la planification sociale et de l'autogestion est loin d'être encore parfaite.

La difficulté provient du caractère même du sujet, du double but à atteindre : « premièrement assurer les conditions optimales pour le travail et le développement du producteur individuel et du producteur associé, ce qui signifie que les besoins et l'intérêt des communautés de travail doivent être LE POINT DE DEPART DE LA PLANIFICATION ; deuxièmement, garantir et protéger les intérêts sociaux collectifs tels que: LA COORDINATION ET L'ORIENTATION PLANIFIEES DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, LES CRITERES DE REPARTITION DU REVENU SELON LE TRAVAIL, LE CONTROLE SOCIAL DU MARCHE, LES CONDITIONS OPTIMALES POUR LA PARTICIPATION DE L'ECONOMIE YOUGOSLAVE AUX ECHANGES INTERNATIONAUX, etc... »¹³ (souligné par nous).

La planification sociale nécessaire n'est pas un but en soi, mais n'est pas non plus un « simple instrument d'information, de prévision, ou une sorte d'aide technique aux organes de gestion de l'économie et aux organes des communautés territoriales... Si la société socialiste se laissait entraîner à de pareilles conceptions, l'homme renoncerait au contrôle conscient du mouvement des forces matérielles et deviendrait l'esclave des forces aveugles »¹⁴.

Que la planification ne soit pas un but en soi, d'autres que les Yougoslaves l'admettent également. Comme par exemple C. Bettelheim qui affirme maintenant que « la caractéristique fondamentale du socialisme ou d'une économie au sein de laquelle le socialisme est en construction » n'est pas d'être soumise « à un plan ou de se développer selon un plan » mais « d'être soumise aux besoins sociaux et de se développer selon les exigences de ses besoins (dont il importe que le plan soit l'expression aussi adéquate qu'il est possible, dans les conditions économiques, sociales et politiques données) »¹⁵.

Pour que le plan puisse correspondre à chaque étape donnée « aux exigences du développement social, aux besoins sociaux, aux exigences de proportionnalité, d'efficacité, etc... »¹⁶ il est nécessaire de partir dans son élaboration, des rapports sociaux de base, ceux de l'autogestion dans le cas yougoslave.

Il s'agit ensuite de tenir compte que du fait de l'existence de ces cellules économiques de base, on ne saurait aboutir à leur intégration totale dans une économie automatiquement planifiée, que par un long processus d'intégration partielle, travers des rapports multiples que ces cellules contractent entre elles et régularisent au moyen du marché et de ses « catégories »¹⁷.

En Yougoslavie, le processus de l'intégration combinée l'autogestion prend à l'étape actuelle la forme de la coopération entre entreprises industrielles ou d'associations d'affaires¹⁸.

De façon générale, la planification en système d'autogestion doit assurer la conciliation des programmes de développement des cellules de base avec les intérêts généraux à court et long terme de la société, « ou plus exactement avec les objectifs de la politique économique de la société ».

Pour cette raison, la conception globale de la planification en système d'autogestion comprend, selon les dirigeants yougoslaves, trois aspects fondamentaux :

« Tout d'abord la planification doit se fonder sur une étude technique et une analyse scientifique systématique des mouvements économiques, en partant des besoins et des intérêts économiques de

13 Ibid.

14 Ibid.

15 Ibid.

16 *La Pensée*, n° 1, 26 avril 1966.

17 C'est également la conception de la planification laquelle arrive maintenant C. Bettelheim qui parle de la planification « technico-économique » équivalant à une intégration progressive des différentes unités de production, « c'est-à-dire au développement de liaisons organiques, de plus en plus étroites entre les unités de production » (voir *La Pensée*, n° 126). Cependant, Bettelheim ne mentionne pas expressément l'autogestion ni l'expérience yougoslave dont il s'inspire pourtant largement.

18 Voir article de Mugbil Jakic « le processus d'intégration dans l'économie yougoslave » dans *Questions actuelles du socialisme*, n° 77, avril-juin 1965.

la communauté de travail et en indiquant en même temps les voies de l'action sociale qui garantiront l'harmonie du développement économique et les conditions les plus favorables au travail, à la reproduction et à la politique de développement économique à long terme. Cette analyse doit servir de base à l'adoption, en politique économique, des décisions qui seront mises en œuvre par les organes compétents des communautés territoriales.

Elle ne peut pas être elle-même une loi pour la simple raison qu'elle est par trop sujette aux appréciations subjectives.

Un autre rôle du plan consiste à préciser les tâches, les objectifs, les instruments sociaux de la politique économique concrète et de l'orientation sociale qui découlent de cette analyse et des besoins de la pratique.

À cet égard, les tâches immédiates du plan sont les suivantes tenir compte des besoins des communautés de travail dans leurs efforts pour relever au maximum la productivité du travail ; créer les conditions les plus stables pour l'activité économique ; écarter les causes de perturbations ; stimuler les travailleurs et les collectifs accélérer le plus possible le développement des forces de production ; assurer les moyens et instruments qui garantiront le principe de l'égalité des droits dans les rapports économiques entre les hommes et entre les peuples, et déterminer sur cette base les voies de développement à long terme.

À cet égard, cependant, le plan doit être considéré comme une loi. Car il ne s'agit pas ici de l'imposition d'une volonté extérieure aux besoins et aux intérêts des travailleurs dans le travail associé, mais bien de leurs obligations mutuelles qui sont la condition de leur travail associé.

Enfin, le cadre et les lignes directrices du programme de développement économique à long terme doivent émaner de tâches et buts de la politique économique »¹⁹.

Ainsi, c'est l'orientation de la production sociale qui détermine le plan, et non pas, la subordination des intérêts de cette production et de son développement à des buts « supérieurs » (définis subjectivement de manière technocratique), qui doit constituer le point de départ et l'essence de la planification.

Dans un dernier article, nous examinerons critiquement certains aspects de l'expérience yougoslave et nous émettrons notre jugement sur les perspectives de cette expérience.

Mais, d'ores et déjà, il est clair que celle-ci ne cesse d'influencer non seulement les États ouvriers engagés dans la réforme plus ou moins radicale du « modèle » stalinien, mais également tous ceux qui commencent à réfléchir sur les problèmes concrets de la période historique de transition du capitalisme au socialisme.

19 E. Kardelj dans son rapport au VIIIe congrès de la LCY.

Appréciation de l'expérience yougoslave

Il y a 16 ans que Tito a lancé le mot d'ordre « les usines aux ouvriers » et que la Yougoslavie pratique le système de l'« autogestion ».

Nous avons vu que ce système a traversé diverses phases et que le pays se trouve actuellement en train de réaliser cette « réforme » que certains ont tendance à interpréter comme la manifestation d'une crise organique du système de l'autogestion en Yougoslavie.

Pour notre part, nous partageons plutôt l'idée qu'il s'agit au contraire, comme l'a dit, entre autres, E. Kardelj²⁰, d'ouvrir par la « réforme »... « grandement la porte au développement ultérieur » de l'autogestion.

La décision de confier aux collectifs de travail un rôle de plus en plus décisif dans la reproduction élargie, et leur rémunération selon le travail fourni, en est la preuve.

Certes, le système de l'autogestion est loin d'être achevé et consolidé en Yougoslavie. Cette tâche ne s'accomplira pas avant toute une période historique, et pas avant que l'expérience ne s'étende sur une base internationale. Mais ce qui compte, c'est que la Yougoslavie progresse constamment dans cette direction générale, malgré les résistances intérieures et extérieures qu'elle rencontre dans cette voie.

Les dirigeants yougoslaves ne cachent pas qu'ils ont toujours à lutter en Yougoslavie même contre les tendances bureaucratiques et technocratiques de l'étatisme centraliste, qui, sous les prétextes les plus divers, s'opposent à l'élargissement de l'autogestion.

D'autres forces également conservatrices, ou carrément anti-socialistes, mettent en question l'autogestion et la capacité de la classe ouvrière de s'auto-gouverner. Au sein même de la LCY on est toujours loin d'une unanimité parfaite au sujet de la validité de l'autogestion.

La lutte pour l'affirmation de cette dernière est incessante entre la bureaucratie, sous toutes ses formes, et la classe ouvrière. Pendant toute une période les collectifs de travail des entreprises et exploitations autogérées furent en réalité privés de la possibilité de disposer librement du produit de leur travail (après les défalcatons faites au profit de la collectivité sociale) ; de décider les investissements à réaliser ; de relever le niveau de vie des travailleurs en s'approchant d'un mode de rémunération basé sur le calcul du travail fourni, individuellement et collectivement.

La rigidité de la réglementation du marché imposée par les organismes politiques centralistes de la Fédération, des Républiques, des communes, en ce qui concerne les prix, la commercialisation, les échanges avec l'étranger, le crédit, pesaient également sur le développement de l'autogestion.

D'autre part, si les exigences du progrès technique, de la modernisation de l'appareil productif et de la concurrence internationale imposent la coopération, l'association et même l'intégration des entreprises, ce processus a été mis à profit pour réduire les droits des travailleurs et vider l'autogestion d'une partie essentielle de son contenu et de son dynamisme²¹.

La « réforme » vise actuellement à placer le système de l'autogestion dans des conditions permettant aux travailleurs associés de contrecarrer ces tendances. Mais naturellement il ne faut pas se faire des illusions excessives à ce sujet. On ne viendra à bout des résistances de toute sorte l'égard de

20 Discours à la troisième réunion plénière du CC de la LCY des 25 et 26 février, et 11 mars 1966.

21 En Algérie, nous avons eu l'occasion de faire l'expérience directe de toutes ces entraves au plein épanouissement de l'autogestion. Autant dire que la nature de la bureaucratie est partout, fondamentalement la même.

l'autogestion qu'après une longue période historique, grâce au développement économique et culturel substantiels de la Yougoslavie et des autres États ouvriers, et d'une nouvelle avance de la Révolution dans le monde.

La question principale est en réalité la suivante : serait-il possible la Yougoslavie de maintenir pendant cette période le rythme d'un développement prioritaire de la propriété sociale autogérée, ou bien son « libéralisme » économique qui se conjugue à l'autogestion, favoriserait-il en définitive les forces et formes capitalistes qui « coexistent » dans son économie « socialiste marchande » ?

La logique du système de l'autogestion pousse, plus fortement qu'ailleurs, à chercher sa régularisation dans l'utilisation pour toute une période historique, du « marché » national et international.

Organiquement, par nature, l'autogestion est incompatible avec un régime autarcique, d'économie essentiellement étatique centraliste. Une telle forme d'économie, dans les conditions historiques actuelles, engendrera inévitablement un régime politique de dictature bureaucratique. D'autre part, devant le développement impétueux des forces productives auquel nous assistons au sein des pays capitalistes avancés, toute économie « socialiste » autarcique, risque d'augmenter la pression que le capitalisme avancé exerce et d'aggraver la fragilité du régime.

En réalité, sans participation à la division internationale du travail sur la base d'une économie qui suit, au moins, dans certaines branches, le rythme du développement mondial, on risque de maintenir artificiellement une économie baptisée « socialiste » mais dont la fragilité est extrême et qui détermine par ailleurs un régime politique de dictature bureaucratique.

Il faut donc en principe considérer comme parfaitement saine la tendance à en finir avec la stricte autarcie érigée en « idéal » du temps de Staline — et à s'incorporer à la « division internationale du travail », tout en prenant à ce sujet les précautions nécessaires que rend possibles l'existence d'un pouvoir prolétarien. De ce point de vue, la « libéralisation » des échanges avec les pays capitalistes avancés, y compris sous la forme d'emprunts, de crédits, de fournitures d'usines complètes, etc... à laquelle nous assistons, ne constitue pas un recul, mais un progrès des États ouvriers qui la pratiquent. Elle présage toute une période d'échanges accrus entre ces deux secteurs de l'économie mondiale, à travers laquelle progressera « l'accumulation socialiste » des États ouvriers. Certes, une conséquence possible de cette phase nouvelle pourrait être une aide au développement économique des pays capitalistes avancés, mais qui deviendraient en même temps dépendants un degré de plus en plus grand du « marché socialiste ».

Dans cette phase économiquement nécessaire, et de toute façon inévitable, les dangers réels provenant d'une compétition économique de plus en plus directe entre les deux systèmes, ne sauraient être contrebalancés efficacement que par la force du pouvoir prolétarien démocratique.

Et c'est dans ce domaine que le système de l'autogestion adéquatement complète représentera un avantage incontestable par rapport à celui de l'étatisme bureaucratique.

Autogestion et démocratie

L'extension de l'autogestion à l'ensemble de la vie sociale constitue incontestablement l'introduction d'une nouvelle forme de démocratie directe, véritable, au-delà de la démocratie bourgeoise formelle. Ce qui justifie en partie l'argumentation des dirigeants yougoslaves qui ne veulent pas toujours admettre la nécessité du multipartisme pour la Yougoslavie.

Le document le plus caractéristique de cette pensée des dirigeants yougoslaves est l'essai récent d'E. Kardelj sur *Notre critique sociale*²² qui oppose l'épanouissement de l'autogestion aux formes « périmées » de la démocratie parlementaire et des partis. Les dirigeants yougoslaves ont déjà admis la possibilité du multipartisme, dans des pays autres que le leur, justifié dans ce cas par les particularités du développement du mouvement, ouvrier.

D'autre part, ils sont en train de prendre toute une série de mesures afin de démocratiser davantage la vie de la LCY et commencent à se faire l'idée de l'existence de tendances idéologiques au sein de celle-ci. Mais tout en admettant que la véritable démocratisation de la vie sociale, basée sur l'épanouissement de l'autogestion, qui se concrétisera dans toutes sortes de nouvelles formes d'organisation et d'associations des travailleurs et des citoyens exigera « l'effort de plusieurs générations »²³, ils tiennent toujours au principe d'un seul parti.

Il est cependant clair, d'après leurs propres écrits, qu'en Yougoslavie comme dans tous les autres États ouvriers ici nous avons à faire à des régimes simplement préparatoires au socialisme, la lutte des classes continue, et la pression de l'environnement capitaliste est toujours grande. Ce qui oblige une lutte constante sur un double front : contre les tendances bureaucratiques, technocratiques, de l'étatisme centraliste, et contre les tendances petites-bourgeoises et bourgeoises nationalistes, chauvines, ou même carrément antisocialistes.

Les dirigeants yougoslaves qui avaient tendance à idéaliser en quelque sorte la « coexistence pacifique active » et le mouvement quasi automatique vers le socialisme, commencent être sérieusement alarmés par la réanimation agressive des tendances antisocialistes au sein même de leur pays, et par les succès de l'impérialisme dans nombre de pays du « Tiers-monde ».

À ce propos, le discours final que Tito a tenu lors de la clôture de la huitième session plénière du CC de la LCY en mars 1966, est significatif.

« Camarades — a-t-il dit — de très grands excès se commettent actuellement de par le monde. La situation n'est pas bonne. L'ennemi de classe incarné par la classe bourgeoise impérialiste et capitaliste, est passé à l'offensive sur tous les fronts. Ici, il intervient avec de l'argent, fomente des putschs ; là, c'est l'infiltration de son idéologie, etc... Il est très actif. »

Cette constatation oblige actuellement les dirigeants yougoslaves, à faire des appels pressants aux communistes, à se « ressaisir », à serrer les rangs, à renforcer le combat idéologique, à assumer leurs responsabilités.

La Yougoslavie est à présent un champ d'intenses différenciations idéologiques, avec toute une gamme de courants d'opinion qui se forment chez les intellectuels et les militants communistes.

Tous ces courants ne sont pas forcément de gauche, ni plus à gauche que la direction de la LCY. Mais il est naturel que le pays qui est allé le plus loin dans la voie de l'autogestion et de l'intégration de son économie modernisée dans la « division internationale du travail » soit également le pays le plus « déstalinisé », qui cherche la voie de la démocratie socialiste la plus conforme au niveau atteint par son développement général.

Quelle pourrait être cette voie? À notre avis, s'il est vrai qu'en partant de l'autogestion, en tant que rapport économique social de base, il faut arriver à un système de démocratie directe de type absolument nouveau, pendant la période transitoire actuelle, il faut envisager tout d'abord que la

22 Publié dans les nos 79 et 80 de Questions actuelles du socialisme.

23 Ibid.

LCY admette le droit d'expression aux tendances idéologiques et également celui de former un autre parti socialiste, agissant dans le cadre de la Constitution du pays.

Car on ne peut pas sauter les étapes, au nom du but final, sans céder soi-même aux tentations bureaucratiques du monopole politique d'un seul parti, d'une seule équipe politique dirigeante.

Parallèlement à cela il est nécessaire que le combat idéologique des communistes yougoslaves contre l'impérialisme et le capitalisme, se durcisse, extirpant les illusions créées au sujet d'une évolution quasi automatique vers le socialisme mondial, et que la Yougoslavie participe plus activement aux luttes libératrices des masses coloniales et des masses internationales en général, contre l'impérialisme.

Non pas tellement certes, en tant qu'État, mais par l'intermédiaire du parti, de la jeunesse, des organisations des travailleurs et des citoyens qui doivent être éduquées dans un esprit d'internationalisme réel, actif. Sans cela, l'idéal socialiste, qui ne peut se nourrir exclusivement de pain et de confort matériel, s'atrophie l'avantage de toutes sortes de tentations petites-bourgeoises, et en définitive antisocialistes. La Yougoslavie a le devoir d'aider davantage par des formes et des moyens appropriés, ceux qui luttent dans le monde, et d'éduquer sa jeunesse, en particulier dans l'esprit de sacrifice, pour un internationalisme actif au service de la victoire mondiale de la Révolution socialiste, sans laquelle il ne peut y avoir victoire définitive du socialisme en Yougoslavie, ni nulle part ailleurs.